



« Le rôle des Organisations de la Société Civile dans la promotion d'une gestion inclusive de la sécurité en Afrique de l'Ouest »



Résumé exécutif

Partant de l'étude empirique des politiques publiques de sécurité à l'œuvre en Côte d'Ivoire, Guinée et au Sénégal, ce document intitulé « *rôle des OSC dans la promotion d'une gestion inclusive de la sécurité en Afrique de l'Ouest* » montre que la recherche de la sécurité a pris un tournant résolument inclusif. Selon les cas et les dispositifs employés (sensibilisation, alerte, formation, lobbying), les citoyens sont appelés à jouer un rôle actif et participatif aux différents services de sécurité. En toile de fond, cette évolution soulève une interrogation primordiale : assiste-t-on à une diffusion de la sécurité au sein de la société civile ?

En effet, la sécurité est l'un des termes les plus usités dans le champ des politiques publiques africaines au cours des deux dernières décennies. L'Afrique de l'Ouest, en particulier, est régulièrement secouée par des crises sécuritaires.

Les fléaux, à l'instar du terrorisme, du blanchiment d'argent, de la piraterie, du trafic des êtres humains, de la cybercriminalité, des coups d'Etat, de la rébellion, de la déstabilisation des pays secoués par le « printemps arabe », n'ont pas épargné l'Afrique de l'Ouest, qui connaît une situation toujours préoccupante, malgré des avancées positives.

Face à une telle situation, les Etats de l'Afrique de l'Ouest ne parviennent pas à trouver la stabilité et la sécurité nécessaires à leur développement, malgré les efforts entrepris depuis plusieurs années.

La gestion de ce secteur se limite aux appareils de l'État, ce qui s'avère incomplet d'où l'implication de la société civile dans la sécurité.

Les OSC sont impliquées dans d'importantes missions de surveillance envers les politiques et les actions gouvernementales, ainsi que dans des tâches d'intercession. Ainsi les OSC ont elles un rôle à jouer pour une sécurité et une stabilité en Afrique de l'ouest ?

Les acteurs de la société civile jouent aussi un rôle vital en assurant des services sociaux élémentaires dans des sociétés ravagées par la guerre où les institutions publiques et l'appareil étatique sont inexistantes ou considérablement fragilisés. Dans les situations de conflit ouvert ou latent, le rôle de la société civile pourrait être :

- Réduire les disparités socio-économiques;
- Participer à l'aide humanitaire;
- Défendre les droits de l'homme et des femmes;
- Encourager le renforcement des organes gouvernementaux comme le système judiciaire et le secteur de la sécurité.

Contexte

L'Ouest de l'Afrique subit des menaces endogènes et exogènes. Et on a une forte emprise de l'ethnicité et de l'insécurité qu'elle engendre. On a noté depuis les indépendances un cycle infernal de rebellions, de coups d'Etat, de violents conflits interethniques et d'une conflictualité politique. Cela est dû en partie à la prolifération « incontrôlée » des groupes paramilitaires. Ce qui est la conséquence de la faillite ou de l'échec des forces mandatées pour assurer adéquatement la sécurité des biens et des personnes.

Dans le même moment, il y a de nombreuses organisations de la société civile qui émergent, qui se sont consolidées et qui jouent un rôle primordial dans le devenir des pays. Elles se sont regroupées en plateformes, confédérations ou forums nationaux ou sous-régionaux qu'il convient de solliciter et d'impliquer dans la promotion de la sécurité inclusive.



Des options politiques critiquables



L'Afrique de l'Ouest est aujourd'hui une communauté de peuples qui tend à se structurer économiquement, politiquement et au plan sécuritaire, dans le cadre de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Certes cette communautarisation est salutaire car elle impacte positivement sur la communauté mais elle a aussi des conséquences négatives favorisant la criminalité transnationale organisée.

Seulement, dans chacun des pays, il y a des options sécuritaires qui sont parfois en déphasage avec ce qui va dans le sens de la préservation de la paix et de la sécurité. Et on remarque que l'Etat est tout simplement au cœur des conflits. Souvent il est acteur principal, en ce sens qu'il est agresseur ou agressé. Mais la plupart du temps, la menace vient de l'intérieur. On lui reproche d'avoir détourné ces fonctions de défense et de préservation de la sécurité qui lui reviennent au profit d'idéologies sécuritaires destinées à assurer la sécurité et la défense, condition préalable au développement.

Les exemples suivants illustrent toutefois l'ampleur de leur rôle, qu'il soit officiel ou non.

Les mécanismes d'alerte rapide et de réponse en cas de conflit sont un élément essentiel de la prévention des conflits. En

Afrique de l'Ouest, les organisations de la société civile jouent un rôle capital dans la mise en place dans cadres nationaux et régionaux en cas de menace ou de conflit réel. Par exemple, le West Africa Network for Peacebuilding (WANEP) a joué un rôle important dans le système de surveillance « sur le terrain » dans le cadre du réseau d'alerte rapide et de réponse de la CEDEAO (ECOWARN).

Au Sénégal en 2012, le Forum Civil/Section Sénégalaise de Transparency International, à travers des caravanes, des concerts et des rassemblements, a beaucoup contribué à la pacification de l'espace politique qui était très tendu à cause du refus par l'opposition d'un troisième mandat pour l'ancien Président de la République.

En Guinée, Partners West Africa a formé entre 2011 et 2014, 198 Organisations de la Société Civile (OSC) pour leur permettre de collaborer avec les forces de sécurité dans le processus de la réforme du secteur de sécurité et celui de la gestion des questions liées à la sécurité humaine. Ce projet a entraîné une augmentation de la participation effective des OSC à la réforme du secteur de sécurité guinéen avec le gouvernement et l'élaboration d'une stratégie nationale de sécurité avec une forte implication de la population civile.

De nombreuses organisations de la société civile de la région ont donc décidé de se concentrer sur la lutte contre la prolifération des armes. Les efforts collectifs de mobilisation comme ceux du Réseau d'action sur les armes légères en Afrique de l'Ouest (RASALAO) ont eu des effets constructifs dans la région.

Les organisations de la société civile exercent aussi une sensibilisation au niveau national sur les dangers de la production d'armes et sur la facilité du trafic d'armes en raison de la porosité des frontières nationales.

Les OSC jouent également un rôle fondamental dans les processus de paix en Afrique de l'Ouest. L'incapacité des factions belligérantes à conclure des accords viables, comme l'illustrent les échecs de l'Accord de paix d'Abidjan de 1996 et du Plan de paix de Conakry de 1997 (les deux pour la Sierra Leone), a conduit de nombreux acteurs de la société civile à s'engager dans les pourparlers ultérieurs.



Lorsqu'un conflit se termine, les OSC doivent jouer un rôle pour une transition pacifique vers un gouvernement élu démocratiquement. Des organisations spécialisées peuvent ainsi favoriser la réconciliation, encourager l'appropriation locale des initiatives de consolidation de la paix et participer aux processus de démocratisation. La société civile a joué un rôle déterminant dans les processus de justice transitionnelle au Libéria et en Sierra Leone.

Recommandations

Pour améliorer le rôle des OSC dans la promotion d'une gestion inclusive de la sécurité, les recommandations tournent autour des points suivants :

1 Recherche et information

Les organisations de la société civile telles que les institutions de recherche, les départements académiques et les groupes de chercheurs peuvent mener des recherches en matière de stratégie, se livrer à l'analyse des politiques existantes et identifier les moyens de les améliorer dans des domaines spécifiques.

2 Promotion et sensibilisation

Les OSC peuvent fonctionner comme un pont entre les processus officiels et les collectivités territoriales. La promotion implique généralement l'instauration d'un dialogue et un engagement continu avec les parlementaires et les autorités gouvernementales qui soutiendront l'établissement d'un secteur de la sécurité plus responsable et plus transparent.

3 Prise de conscience

Un aspect important de la promotion dans la gouvernance de sécurité et de la sphère judiciaire, lié à la réserve d'informations évoquée plus haut, est la prise de conscience. Cette stratégie est importante pour l'éducation des citoyens quant à leurs droits à l'égard du secteur de la sécurité et quant à la façon, responsable et réactive, dont ce secteur doit travailler.

4 Formation

Une compétence fondamentale à acquérir par les OSC est l'aptitude à former leurs membres, leurs pairs, les citoyens, les agents du secteur de la sécurité et les personnels des institutions démocratiques aux questions du contrôle du secteur de la sécurité.

5 Surveillance

Les OSC peuvent contribuer à la responsabilisation et à la bonne gouvernance du secteur de la sécurité par la veille et l'alerte. Cette stratégie se traduit par une observation et une surveillance des activités des autorités centrales et des institutions publiques responsables de la sécurité et en les tenant pour responsables.

6 Analyse budgétaire

Les OSC impliquées dans les questions de contrôle de la sécurité doivent être capables d'analyser les données financières relatives aux budgets de la sécurité, de la même façon qu'un auditeur analyserait l'usage d'un budget sous l'angle de l'efficacité et de la légitimité.

BIBLIOGRAPHIE

EKIYOR Thelma, « *Le rôle de la société civile dans la prévention des conflits : les expériences ouest-africaines* », 2008, 37p disponible sur mercury.ethz.ch/serviceengine/Files/ISN/106268/.../Chap4_FR.pdf.

«*Contrôle Public du Secteur de la Sécurité Guide pratique pour les organisations de la société civile*», Programme de Développement des Nations Unies, 2008, 334 p.

«*Pour une gouvernance démocratique du secteur de la sécurité Consolider la paix en réformant le secteur de la sécurité au niveau des superstructures de contrôle et de validation (ministérielles, parlementaires, société civile, etc.)*», Hugues de Courtivron décembre 2009, 36 pages.

Chef de projet : Dr Adjaratou Wakha AIDARA NDIAYE
Coordinateur principal : Pr Massaër Diallo
Coordinateurs adjoints: Mamadou Dramé et Saliou Diop

«Ces travaux ont été réalisés avec l'appui financier et technique du CRDI»



PARTNERSWEST AFRICA
SENEGAL

Member of **PARTNERSGLOBAL**

Liberté 6 Extension lot 139 - Cite des Jeunes Cadres Lébous
BP: 25 887 Dakar-Fann (Sénégal) - Tél:+(221)33 867 70 98 - Fax :+(221) 33 867 70 97
Web: www.partnerswestafrica.org



Canada

Décembre 2015